

Governance and Transition Politics in Kenya

Peter Wanyande, Mary Omosa, Ludeki Chweya

Nairobi, University of Nairobi Press, 2007

Parler librement de politique n'est plus une gageure au Kenya, lorsque l'on se souvient des années 90 toutes proches, où le moindre écart public au sein de la société civile pouvait avoir des conséquences désastreuses pour ceux qui portaient des messages pugnaces sinon dissidents. Bien que la situation actuelle ne puisse être qualifiée de totalement ouverte, il faut constater la diffusion réelle d'une liberté de parole dans les médias, parmi les organisations non gouvernementales qui fleurissent (sur les droits de l'homme, la gestion des conflits, la prévention des risques, etc), ainsi qu'à l'intérieur des milieux universitaires. Dans ce dernier cas, les enseignants-chercheurs, qu'ils soient en poste à l'étranger mais surtout au Kenya même, n'hésitent plus, et ce depuis plusieurs années maintenant, à proposer des analyses percutantes et sans concession de la situation politique. *Governance and Transition Politics in Kenya* appartient à cette catégorie d'ouvrages dont le propos, déterminé et argumenté, est de fournir un cadre d'interprétation critique du régime politique même qui a permis cette libéralisation. Preuve que le « désir » de démocratie au sein de la société civile ne peut qu'être insatisfait face à l'imitation qui en est parfois déclinée aux plus hauts niveaux de l'Etat.

L'objectif de ce livre est d'expliquer pourquoi la transition douce entre feu le régime Moi (qui déjà, sous la pression conjuguée d'une société virulente et de donateurs courroucés, avait accepté le principe du multipartisme et d'élections pluralistes) et le régime Kibaki tarde à produire les effets promis. Ici, on parle de transition « retardée, frustrée, détournée », sinon mise en échec de façon presque définitive. Certes, à la lecture de ces constatations évoquées dans les pages introductives de Peter Anyang' Nyong'o, on peut se demander si tirer de telles conclusions à propos d'une période finalement assez courte n'est pas aller un peu vite en besogne. Mais les arguments développés par les différents contributeurs ont le mérite d'être toujours

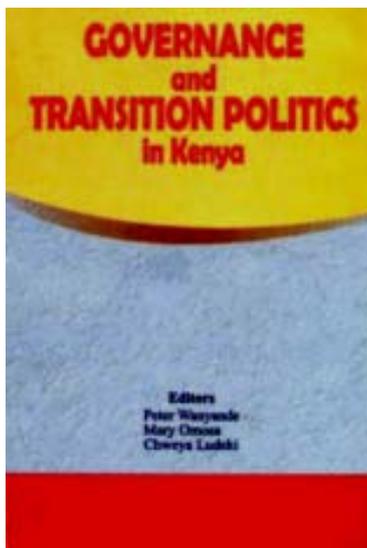
un va-et-vient permanent entre époque pré-coloniale, coloniale et post-coloniale, ce que l'historiographie aussi critique qu'abondante sur le Kenya permet amplement.

Les motifs d'attente parmi les électeurs et les observateurs les plus avertis étaient plutôt nombreux, et correspondaient aux promesses brandies par Mwai Kibaki : éradication de la corruption, encadrement de la libéralisation économique (notamment par la création de centaines de milliers d'emplois), promulgation d'une nouvelle Constitution. Sur ces trois points, les auteurs de cet ouvrage estiment que le gouvernement a failli.

En premier lieu, la corruption dans les services publics, héritée d'une longue tradition post-coloniale, n'a pas été supprimée, loin s'en faut, et aurait même précipité la chute de la NARC (National Rainbow Coalition).

En second lieu, les pratiques gouvernementales dans le Kenya post-colonial (régimes Kenyatta, Moi et Kibaki confondus) relèvent d'une idéologie capitaliste déguisée en socialisme à l'africaine (Geoffrey R. Njeru et John M. Njoka (« Political Ideology in Kenya »). La rhétorique

dominants/dominés de ces deux auteurs appelle à admettre qu'une minorité s'est aménagée des conditions d'accumulation à partir de l'exploitation et surtout de la paupérisation de la majeure partie de la population. A ce titre, ils affirment que le *nyayoisme* de Moi n'était autre qu'un projet de « manipulation politique » au travers un conditionnement psychologique d'une population crédule et majoritairement illettrée, consistant à lui faire accroire qu'elle devait supporter les souffrances inhérentes à la modernisation en cours. C'est principalement sous Moi que les élites politiques se sont considérablement enrichies, les batailles internes ayant fait rage également pour l'attribution des ressources, ce qui a entraîné des disparités régionales très nettes, en vertu des capacités de captation



des responsables locaux.

En troisième lieu, le projet de nouvelle Constitution a échoué. Néanmoins, il n'y a pas de texte directement consacré à l'évolution du processus de révision constitutionnelle, ce qui est surprenant. Il est possible néanmoins de comprendre ce choix, tant le propos du livre est avant tout d'approfondir les raisons de l'immobilisme gouvernemental.

Elles sont nombreuses et aisément identifiables : beaucoup de sang de la KANU coulait dans les veines de la NARC, pour reprendre une expression imagée (Njeru et Njoka), ce qui pose bien le problème du non renouvellement des élites et de la sclérose subséquente ; et certaines promesses paraissaient intenable dès l'origine (comment par exemple créer 500 000 emplois lorsque les donateurs internationaux et les organismes financiers internationaux préconisent les restructurations ainsi que le gel des salaires et des dépenses dans les services publics ?). Plus généralement, les courts-circuitages de formations politiques, les alliances improbables entre leaders et partis anciennement antagonistes, la désinvolture finalement avec laquelle les appareils partisans sont utilisés par leurs responsables (pratiques analysées notamment par Karuti Kanyinga, « Political Change in Kenya ») montrent bien à quel point le système paraît rongé de l'intérieur par des dynamiques routinières. Certes, il est possible d'analyser ces trajectoires confuses en prenant appui sur le modèle de la coalition, ainsi que le fait Peter Wanyande (« The Politics of

Coalition Government »). Mais ce dernier démontre ce faisant que la NARC, symbole évident de cette volonté de coalition, n'était autre qu'un conglomérat de coalitions déjà existantes et toutes fragiles. Dans un contexte où les citoyens témoignaient d'un besoin impérieux de recouvrer la confiance dans leurs institutions après les années Moi marquées entre autres par l'asservissement de la justice asservie, la gangrène des services publics par la corruption, les agissements brutaux de la police (etc), la NARC se présente comme un échec trop complexe pour être efficace.

De façon plus constructive peut-être, ce livre recèle d'autres pistes de réflexion, fort intéressantes et qui démontrent que la recherche en sociologie politique au Kenya est particulièrement stimulante et entreprenante : la question de la participation des femmes en politique abordée par Winnie V. Mitullah et Lilian A. Owiti à l'aide d'appareils statistiques ; la question des minorités (femmes, handicapés, jeunes, homosexuels, minorités religieuses, linguistiques, ethniques), développé par Adams Oloo, qui introduit le thème de la discrimination positive dans le débat ; la question des médias (Polycarp Omolo Ochillo et Peter Wanyande), où les auteurs évoquent la multiplication et l'autonomisation des sources d'informations ainsi que la pluralisation des formations journalistiques, préalable indispensable à la création d'un corps indépendant.

Il reste que l'on peut regretter certains partis pris théoriques (ou leur

absence). Ainsi, mis à part dans l'article de Makumi Mwangiru et Pius M. Mutie (« Governance and Conflict Management »), on ne trouve pas à proprement parler de réflexion théorique sur la notion de transition, alors qu'elle a été considérablement discutée et critiquée dans le cadre des passages à la démocratie en Europe mais aussi en Afrique. On peut s'agacer aussi des redites, lorsque certains contributeurs reviennent sur des faits historiques déjà abordés auparavant. C'est l'un des inconvénients de l'approche chronologique dans un ouvrage collectif.

L'ultime sentence de ce livre fait office d'avertissement : « *L'Etat kenyan n'a jamais été structuré dans l'intérêt du peuple kenyan et le bien public. A l'inverse, il a été et reste un instrument de coercition et de maintien de l'oppression manipulé par une élite politico-économique en liaison avec des intermédiaires étrangers* ». (Octavian N. Gakuru, Ezekiel M. Mwenza et Kennedy M. Bikuri, « Hope, Disillusion, and Reconciliation »). Si l'on se remémore le ton désenchanté de l'introduction, on pourrait dire que la boucle est bouclée...



Ce commentaire a été écrit par :
Jérôme Lafargue, *Directeur adjoint*,
IFRA. e-mail: jlafargue@ifra-nairobi.net

Editor's note

Mambo is a Kiswahili word, which can be loosely translated as 'news' or 'information'. The word is commonly used as a colloquial greeting, "What's up?"

Director
Bernard CALAS

Editorial Assistant
Judie-Lynn RABAR

Nairobi
IFRA

Ambank House, 11th floor
Utalii Lane / Monrovia Street
P.O. Box 58480, 00200 City Square
Nairobi, Kenya